ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1978

1ère Circonscription du Finistère

CANDIDATS D'UNION DE LA MAJORITÉ



Marc BECAM

ET

Alain GÉRARD

PRÉSENTÉS PAR

LE RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE ET SOUTENUS PAR LE CENTRE DES DÉMOCRATES SOCIAUX, LE CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS, LE PARTI RADICAL ET LE PARTI RÉPUBLICAIN.

Madame, Mademoiselle, Monsieur;

DIMANCHE 12 MARS vous êtes appelés à élire votre député; depuis 1967, la Majorité d'entre vous m'avez fait confiance,

— POUR **SOUTENIR LA POLITIQUE DE NOTRE PAYS,**

— POUR **AIDER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL** DE LA **CORNOUAILLE** ET DU FINISTÈRE,

— POUR VOUS **APPORTER MON AIDE** DANS LA SOLUTION DE VOS PROBLÈMES PERSONNELS.

Je vous remercie de porter attention à ce texte qu'il est convenu d'appeler ma « Profession de foi », essentielle pour votre décision de vote. J'espère être assez persuasif pour emporter votre conviction et votre adhésion.

POUR VOUS, J'AI UNE AMBITION

Je suis à votre écoute, je connais vos préoccupations, je suis prêt à vous apporter mon aide, comme par le passé.

MON AMBITION c'est de poursuivre POUR VOUS ET AVEC VOUS L'EFFORT auquel je vous convie afin de :

— Protéger nos LIBERTÉS

— Promouvoir sans cesse LA JUSTICE

— MIEUX VIVRE ENSEMBLE

POUR MA PART, J'AI DEUX CERTITUDES

— **LA PREMIÈRE,** c'est que le marxisme bureaucratique ou le socialisme collectiviste s'opposent au maintien d'une DÉMOCRATIE que les fondateurs de la République avaient définie, dans la devise toujours gravée au fronton de nos MAIRIES :

« LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ ».

Il est essentiel de comprendre que le collectivisme, la bureaucratie, les nationalisations aveugles, la technocratie tatillonne, la pesanteur des appareils de partis, sont, non seulement incapables d'assurer le développement de notre Société, mais entraînent inéluctablement des périodes de désordre ou de dictature comme d'autres peuples en font en ce moment la triste expérience. Ceux qui disent le contraire sont des inconscients ou des irresponsables, ou les deux à la fois.

— **LA DEUXIÈME CERTITUDE** découle de la première : seule la MAJORITÉ est garante du **NOUVEAU CONTRAT DE PROGRÈS** qu'elle a la volonté et les moyens d'établir avec vous.

CE NOUVEAU CONTRAT DE PROGRÈS, c'est celui :

— **DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE,** continu et progressif. Celui qui s'établit, à coup sûr, dans un libéralisme participatif, étranger à la fois au collectivisme bureaucratique et au capitalisme outrancier.

— **DE L'HARMONIE SOCIALE** ardemment recherchée et possible grâce à la croissance économique.

C'est le rapprochement des conditions de vie des

…/…

citoyens, le rétrécissement de l'éventail des salaires, le droit au travail, l'augmentation du pouvoir d'achat pour tous.

— **DU BONHEUR PARTAGÉ** dans la compréhension entre les générations, dans une meilleure qualité de la vie, dans le respect d'une nature dont nous devons être les « garants » parce que sa beauté, son équilibre, sont vitaux pour nous et parce que nous en sommes comptables vis à vis de nos enfants.

La condition du progrès que nous connaîtrons ensemble, c'est la sauvegarde de l'héritage que le Général de GAULLE nous a laissé, un héritage que le Président de la République, Valéry GISCARD-D'ESTAING, le Premier Ministre Raymond BARRE à la tête du gouvernement et les chefs des différentes formations de la majorité, ont su adopter, adapter quand il le fallait et faire fructifier.

JE PRENDS VIS A VIS DE VOUS TROIS ENGAGEMENTS

— **C'est d'ABORD** d'être au service de tous et en particulier des plus anciens souvent désarmés devant la complexité des démarches administratives et aussi des jeunes qui souffrent parfois d'incompréhension, des handicapés qui ont tant de mal à s'insérer dans la vie professionnelle et qui demandent plus de justice et moins de charité.

Nous sommes exigeants dans la conduite de nos affaires personnelles et professionnelles et nous avons raison; mais la plus élémentaire justice veut que les droits de chacun soient examinés avec soin.

J'ai été à maintes reprises votre conseiller et votre interlocuteur et j'espère avoir répondu à votre attente.

Avec votre confiance, je serai à nouveau votre interprète, quelles que soient vos convictions politiques.

— **C'est ENSUITE** de promouvoir le développement de la Cornouaille

Les dossiers d'intérêt général de la Cornouaille doivent être plaidés efficacement, là où se préparent les solutions, là où se prennent les décisions.

Je n'ai pas ménagé mes efforts pour convaincre et je poursuivrai dans cette voie.

J'œuvrerai, je vous en donne l'assurance, pour que l'activité économique de la Cornouaille progresse toujours; pour que se créent de nouvelles entreprises et donc des emplois; pour que les transformations d'activités qui s'avèreraient inéluctables se fassent sans dommage pour les salariés; pour que les jeunes trouvent sur place leur insertion dans la vie économique pour que le niveau de vie des moins favorisés d'entre vous soit largement amélioré.

Je refuse le conservatisme et ce n'est pas parce que je refuse également la démagogie que j'accepte la fatalité dans le domaine économique et social.

Pour vous les Agriculteurs, j'ai soutenu vos démarches pour donner à notre agriculture finistérienne, grâce à votre dynamisme, le premier rang en France.

J'ai été et je demeure votre fidèle défenseur dans la négociation permanente que nécessite l'insertion de notre agriculture, désormais modernisée et compétitive dans les structures du marché commun Européen.

Mais que personne ne se méprenne : les excès, le non respect des autres que traduit le recours à certains moyens, desservant la cause qu'on prétend défendre; aucune faiblesse n'est à attendre de ma part.

Pour vous les pêcheurs, travailleurs de la mer, j'ai répondu chaque fois à votre appel, j'ai défendu avec force les positions de la pêche bretonne. J'ai contribué à opposer aux prétentions britanniques le veto le plus formel. Je n'accepterai pas que soient remises en question les dispositions communautaires. La grande amitié du monde de la pêche à PENMARC'H comme au GUILVINEC, à LESCONIL comme à LOCTUDY est ce qui m'est le plus précieux pour poursuivre l'effort afin de conforter l'extraordinaire développement qu'ont connu nos ports bigoudens depuis 1967, malgré les difficultés qu'on peut ressentir en fonction de la conjoncture internationale.

Pour vous enfin, Chefs d'Entreprise, Commerçants, Artisans sur qui repose la responsabilité de notre production comme de nos exportations, j'ai plaidé des dossiers essentiels. Je le ferai à nouveau car c'est sur vous que repose le développement de notre économie.

— **C'est ENFIN** mon troisième engagement, je le prends pour **notre** Pays. La FRANCE a des Institutions lui assurant la stabilité et lui permettant de traverser, avec la certitude de parvenir au port, les orages de la crise économique internationale.

J'ai participé à la Conférence Mondiale sur le Droit de la Mer, à la Conférence Européenne sur les Collectivités Locales : j'ai compris combien notre Pays était envié et respecté.

La France fait de l'indépendance nationale l'un des dogmes de sa politique étrangère. Libre de ses alliances maîtresse de son destin, sensible à son rayonnement dans le monde, attentive aux besoins des pays du Tiers Monde, elle vit en paix et en bonne entente avec toutes les nations.

Elle apparait aussi loin que l'on remonte dans son passé comme la PATRIE DE LA TOLÉRANCE. Qui, mieux qu'Edmond MICHELET auquel je dois tant et dont je vénère la mémoire, sut dans l'épreuve de la déportation et dans une vie de dévouement au service des autres et de fidélité à ses convictions, en porter le témoignage ? Pour lui, invective, sectarisme et racisme étaient profondément haïssables.

La FRANCE, enfin, est et entend demeurer TERRE DE JUSTICE ET DE LIBERTÉS, et ce n'est pas par hasard que ces mots symbolisent le programme de Gouvernement que le Premier Ministre vient de présenter à BLOIS.

Le Premier Ministre, M. Raymond BARRE, m'a appellé à faire partie de son gouvernement. J'ai alors mesuré davantage l'importance capitale de l'enjeu qui s'offre à nous aujourd'hui.

La mission qui m'a été confiée, en qualité de Secrétaire d'État aux Collectivités Locales, m'a convaincu, s'il en était besoin, de la vanité des querelles de partis, de la nocivité des positions systématiquement négatives quand il s'agit de faire face aux problèmes quotidiens de nos communes.

Les contacts, très nombreux que j'ai eus avec les élus et les habitants de nombreuses Régions m'ont conforté dans l'idée que la FRANCE n'était pas réellement « coupée en deux » mais qu'il existe, pour l'essentiel, un large accord des femmes et des hommes de ce pays.

Madame, Mademoiselle, Monsieur, c'est le même accord que je vous demande de manifester en m'exprimant votre confiance ainsi qu'à Alain GÉRARD, mon suppléant.

Je vous demande de le faire massivement dès le premier tour pour m'encourager dans la poursuite de mon action et pour démontrer l'importance du courant majoritaire au plan local comme au plan national.

Je suis convaincu que c'est possible.

Vous avez à faire un choix décisif pour votre avenir - Faites le bon choix.

Ainsi vous aurez, dès le 12 mars, un député pour vous, pour la Cornouaille et pour la FRANCE.

Imp. du Marin

Vu les Candidats.